

Administration
Rédaction
Abonnements et
Publicité

Avenue de Luxembourg
51.56 : Bdi 5056 B.P. 2573
BUJUMBURA-BURUNDI



225411 22 62 32

Prix par numéro:

Le Renouveau

du Burundi



LE QUOTIDIEN BURUNDAIS D'INFORMATIONS

16^{ème} Année

ABONNEMENT

BURUNDI

12 Mois : 14000 FBU

6 Mois : 7200 FBU

3 Mois : 3650 FBU

Imprimé sur les presses

Offset de l'INABU.

50 FBU l'exemplaire.

GATUMBA

Une grenade explose et blesse grièvement

Une grenade portant le n°386-14-80 a dernièrement explosé à Gatumba et a grièvement blessé deux personnes dont un enfant de 3 ans.

En effet, un enfant a sorti une grenade de la maison avant de jouer avec les autres enfants. Curieux d'en savoir plus, ces enfants sont allés voir un jeune garçon de 16 ans pendant qu'il dormait. Et leur dérangement l'a contraint à se réveiller.

Le jeune garçon n'a pas tardé à faire des tentatives de dégoupiller cette grenade. L'instant d'après, il a entendu un déclic

sortir de l'engin. C'est ainsi qu'il s'est résolu de le remettre à l'enfant d'autant plus que cet appareil était étranger pour lui. La grenade a ainsi explosé au moment de remise et reprise. Heureusement qu'ils n'en sont pas morts. Cependant, ils ont été grièvement blessés au visage, au ventre ainsi qu'aux jambes et ont été vite acheminés à l'hôpital.

Il va sans dire que cette grenade n'était pas d'une grande puissance, comme l'a indiqué le commandant de Brigade Gatumba;

Suite en page 9

Rwanda

Le M.D.R. veut une enquête internationale sur l'assassinat de l'un de ses responsables

Le mouvement démocratique républicain (MDR), le principal parti d'opposition au Rwanda, a réclamé une enquête criminelle internationale sur l'assassinat par balle mardi dernier du Président de son bureau politique, Emmanuel Gapyisi.

Le Président du

MDR, Faustin Twagiramungu, a déclaré ce week-end à la presse que l'enquête doit être menée par des experts étrangers parce que "plusieurs enquêtes menées localement n'ont pas abouti, notamment celles sur la mort

Suite en page 11

Elections Présidentielles

ENTRETIEN AVEC NDADAYE :

"NOUS REAGIRONS EN CAS D'IRREGULARITES NOTOIRES"

Allant son petit bonhomme de chemin, le candidat de la coalition des forces du changement, Melchior Ndadaye entame la seconde étape de la campagne électorale "en toute confiance".

C'est ce qui ressort de l'entretien qu'il a veillé nous accorder, à Gitega, lundi matin, avant son départ pour Mutaho.

"Je suis agréablement surpris de constater que les militants des différents partis cohabitent pacifiquement", a-t-il notamment indiqué.

Dans les lignes qui suivent, nous vous proposons l'intégralité de cet entretien.

Q. Le Renouveau :

Monsieur le Président du FRODEBU, vous venez de terminer la première manche de votre campagne électorale.

Quel bilan pouvez-vous faire de cette riche expérience ?

R. Melchior Ndadaye :

Le bilan est positif sur deux plans.

Le premier plan, c'est celui du comportement des citoyens. En effet, malgré la campagne tapageuse de l'UPRONA qui a prétendu

Suite en page 2

Secteur privé

La Clinique Saint Jean vient épauler les autres structures existantes

Le Fonds de Soutien à l'Investissement Privé (FOSIP) a dans ses objectifs notamment la prise en charge sous forme de prêt d'une partie de l'apport en fonds propres de nouveaux promoteurs sans ressources financières suffisantes qui investissent dans les secteurs prioritaires définis par le code des investissements.

"Le Renouveau" a contacté un des bénéficiaires de ce crédit, le promoteur de la Clinique Saint Jean, Dr Jean Sehungiza qui nous parle ici de l'opportunité de la création d'une telle entreprise.

LIRE EN PAGE 8

Elections Présidentielles

ENTRETIEN AVEC NDADAYE : "NOUS REAGIRONS EN CAS D'IRREGULARITES NOTOIRES"

(Suite de la première page)

du depuis plusieurs mois qu'il y avait des violences occasionnées par les militants du FRODEBU à l'endroit de ceux de l'UPRONA, je suis agréablement surpris de constater que les militants des différents partis cohabitent pacifiquement et que la tolérance à la base est de loin plus importante que la tolérance que l'on observe au niveau des cadres politiques et des différents partis.

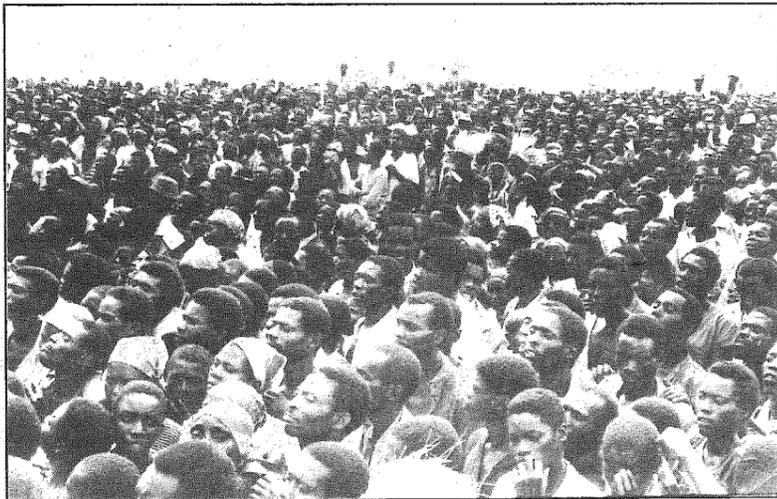
Apparemment, c'est le peuple qui a mieux compris la pratique démocratique que certains cadres politiques. Car ces derniers s'illustrent par des propos diffamatoires et mensongers, la propagation des rumeurs, tel qu'on l'observe à Bujumbura.

Je suis d'ailleurs fier que les Burundais offrent, à ce sujet, un comportement digne d'exemple et je ne peux que souhaiter et les encourager de continuer sur cette lancée de tolérance. Non seulement pendant la campagne électorale, mais également et surtout après ces élections.

Sur le deuxième plan, je suis très satisfait de l'enthousiasme avec lequel les populations nous accueillent partout où nous passons. Il s'agit véritablement d'un torrent démocratique que personne, personne alors, ne peut arrêter quelles que soient les gesticulations des Upronistes en perte de vitesse.

Q. Le Renouveau :

Des deux autres candidats, lequel redoutez-vous le plus, après ces sept jours de campagne ?



A Gihogazi, une population enthousiaste mais très disciplinée a pris part à la réunion électorale du candidat Ndadaye, lundi 24 mai 1993.

R. Melchior Ndadaye :

J'avais déjà répondu à cette question dans le dernier numéro de l'Aube de la Démocratie, à savoir que je ne redoutais aucun des deux concurrents. Les sept jours que nous venons de passer en campagne, me prouvent que je n'ai pas fait de la surestimation à notre endroit.

En effet, en ce qui concerne le candidat du PRP, vous aurez remarqué que dans mes meetings je n'y fais même pas allusion lorsque je parle de mes concurrents.

En ce qui concerne le candidat de l'UPRONA, si ses services l'informent correctement, il s'est certainement déjà rendu compte lui-même que partout où il passe, un bon nombre de ceux qui viennent le voir par curiosité ont leur cœur du côté des forces du changement. Du reste, le fait qu'il soit obligé de déplacer par quantités les fonctionnaires et étudiants de Bujumbura, prouve à suffisance qu'il a peur, dans bon nombre de communes, de parler devant un auditoire maigre.

Donc, nous avons l'assurance nécessai-

re. Car, la victoire des forces du changement est à portée de la main. D'ailleurs, notre préoccupation aujourd'hui est beaucoup plus centrée sur la manière dont vont se dérouler les élections. Car, il y a encore des zones d'ombre qui ne sont pas encore éclaircies en ce qui concerne l'organisation des élections. Lesquelles zones d'ombre pourraient malheureusement receler des possibilités de fraudes massives des voix. Il s'agit notamment de l'attitude de l'administration et de son implication manifeste dans l'organisation de ces élections, alors qu'elle est sans conteste uproniste, de la base au sommet.

Il s'agit ensuite du problème de transport des urnes vers les lieux de dépouillement. Transport que nous avons toujours contesté et que nous continuons à contester.

Il s'agit enfin du travail de nos mandataires lesquels mandataires vont travailler dans des conditions difficiles. D'abord en ce qui concerne leurs rapports avec

l'administration qui tient en main l'organisation de ces élections. Ensuite, avec les organisateurs du déplacement des urnes dans la mesure où malgré toutes les assurances nous fournies, nous avons de sérieuses raisons de penser qu'il n'y aura pas suffisamment de véhicules pour déplacer et les urnes et nos mandataires en même temps.

Q. Le Renouveau :

Demain, vous pourriez gagner les élections. Quelles mesures envisagez-vous pour que l'explosion de joie récurrente de cette victoire ne conduise pas aux dérapages ? Bref, pour que gagnants et perdants fraternisent.

R. Melchior Ndadaye :

D'abord, depuis plusieurs mois, j'ai préparé les partisans du changement à gérer la victoire partout où ils sont. De manière à ce que même nos adversaires d'aujourd'hui se rendent compte que le Burundi nouveau pour lequel nous nous battons est également le leur.

Deuxièmement, dès la victoire, nous organiserons des activités dans lesquelles se rencontrera tout le monde, vaincus et vainqueurs, pour fêter ensemble l'avènement du Burundi nouveau.

Tertio, nous nous concerterons directement avec toutes les forces qui comptent dans ce pays. A savoir, les forces politiques, les forces morales, les forces militaires, pour arrêter ensemble une série de mesures destinées à

Suite en page 3)

Le président du P.S.D. parle de Buyoya

"BUYOYA EST LE CANDIDAT QUI REpond LE MIEUX AU PROFIL DU CHEF DE L'ETAT TEL QU'IL EST DEFINI DANS NOTRE CONSTITUTION."

M. Vincent Ndikumasabo, président du PSD (Parti Social Démocrate) a précisé mardi 18 mai 1993 à l'Agence Burundaise de Presse les raisons qui ont motivé son parti à porter son choix sur le candidat de l'UPRONA, M. Pierre Buyoya.

Pour M. Vincent Ndikumasabo, c'est le candidat Buyoya qui répond le mieux au profil constitutionnel d'un Chef d'Etat. Le Chef de l'Etat doit être le rassembleur et le garant de l'unité du peuple burundais, de l'intégrité du territoire, du respect des accords internationaux et de la justice.

Des 3 candidats présentés aux présidentielles de juin, déclare le président du PSD, c'est le président actuel Pierre Buyoya qui répond le mieux à ce profil.

En effet, depuis son arrivée au pouvoir en 1987, il a assuré la paix et la sécurité dans le pays. Il a pu faire face avec lucidité et sagesse à tous les événements que le Burundi a connus.

Cela s'est fait remarquer notamment au moment des massacres de Ntega-Marangara en août 1988. Le Président Buyoya a pu rétablir l'ordre et la sécurité en respectant les droits de l'homme.

Pour M. Ndikumasabo, cela constitue un mérite qu'il faut mettre au compte du candidat Buyoya. Aujourd'hui, il est nécessaire, a-t-il dit, de sauvegarder la paix et la sécurité sur la base de ces mêmes principes de respect des droits de la personne humaine.

Il a rappelé que l'histoire du Burundi

a été marquée par des massacres répétitifs à des intervalles très rapprochés. Le passé du Burundi est chargé, a-t-il fait remarquer; il faut donc faire attention et démarrer le processus démocratique en douceur. Des séquelles des problèmes ethniques subsistent encore même aujourd'hui. Cela s'est fait remarquer dernièrement lors des troubles survenus dans les communes de Mubimbi, Butezi, Muyinga et ailleurs.

Et tout cela montre que nous n'avons pas encore résolu tous les problèmes résultant de notre passé, et qu'il nous faut donc un Chef d'Etat intègre qui a déjà fait ses preuves dans la défense de l'unité. Et celui-ci, c'est le candidat Buyoya.

MEME LES AUTRES CANDIDATS PEUVENT AVOIR DES QUALITES

Ca ne veut pas dire que les deux autres candidats n'ont aucune valeur. Ils peuvent avoir des qualités. Mais au vu des circonstances actuelles, ajoute M. Ndikumasabo, nous pensons que le candidat que nous soutenons est le plus à même de pouvoir assurer la sécurité.

Les autres candidats peuvent avoir des compétences dans le domaine de la gestion par exemple ou dans le secteur social, mais pour ce qui est de la paix et de la sécurité, le PSD estime qu'en cas de victoire, ils peuvent être débordés par les forces de gauche et les forces de droite qui pourraient les mettre dans l'impossibilité

de gouverner dans la paix.

Les rapports de forces politiques aujourd'hui sont tels qu'il est difficile

pour les autres candidats de maîtriser la situation.

C.N/ABP.-

Elections Présidentielles

ENTRETIEN AVEC NDADAYE :

"NOUS REAGIRONS EN CAS D'IRREGULARITES NOTOIRES"

(Suite de la page 2)

maintenir cette tolérance, cette sérénité que nous observons aujourd'hui et que nous aimerions donner en exemple au monde comme une preuve éclatante de maturité politique des Burundais.

Q. Le Renouveau :

Dans l'autre alternative, vous avez déclaré que vous vous soumettez au verdict populaire, à condition que les élections n'aient pas été entachées de graves irrégularités. Peut-on espérer qu'aujourd'hui, vous ne déplorerez encore aucune irrégularité de ce genre ?

R. Melchior Ndadaye :

Les irrégularités existent. La preuve, c'est le nombre de gens qui n'ont pas été inscrits et que je dénombre chaque fois que je tiens mes meetings. Des gens qui n'ont pas été enregistrés à cause de la résistance de l'administration UPRONA.

La preuve c'est

également le terrorisme exercé par l'administration à l'endroit de la population pour l'empêcher de voter FRODEBU, en usant des menaces d'emprisonnement et même de tueries, tel que je l'ai constaté fort malheureusement dans les provinces de Rutana et Cankuzo surtout. L'administration de ces deux provinces est complètement à côté de la plaque. Elle se comporte comme si nous vivions encore sous le règne de Micombero. Je ne serais d'ailleurs pas surpris que la population fasse un vote sanction exemplaire dans ces provinces malgré le terrorisme.

En fin de compte, les graves irrégularités sont attendues le jour des élections. Et c'est l'ampleur de ces irrégularités qui nous permettra d'apprécier si oui ou non elles ont pesé fortement sur le sens du vote. Et donc, nous réagirons à ce moment-là.

Propos recueillis par Fulgence Wakana.-